

Service prévention des risques industriels, climat, air, énergie  
5 place Jules Ferry  
69006 Lyon

Lyon, le 18/11/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/10/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TotalEnergies Raffinage France**

2 place Jean Millier  
92400 Courbevoie

Références : PRICAE-P4S-25-176  
Code AIOT : 0006106984

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/10/2025 dans l'établissement TotalEnergies Raffinage France implanté 141 chemin des Chapelins 01440 Viriat. L'inspection a été annoncée le 02/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TotalEnergies Raffinage France
- 141 chemin des Chapelins 01440 Viriat
- Code AIOT : 0006106984
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Total Energies Raffinage France exploite sur la commune de Viriat un stockage souterrain en cavité

saline d'éthylène.

Les deux cavités, dissoutes en 1965 et 1968, possèdent un volume d'environ 79 000 m<sup>3</sup> et 74 000 m<sup>3</sup> à une profondeur comprise entre 900 et 1000 m.

L'éthylène stocké dans ces cavités a vocation à réguler les variations entre la production de la raffinerie de Feyzin et la consommation des usines utilisatrices situées dans le Jura, l'Ain, l'Isère et la Moselle.

### Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements envtx
- Risque incendie
- Sécurité/sûreté

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 16/09/2024, article 5	Demande d'action corrective	1 mois
2	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	
3	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a principalement porté sur le contrôle de l'application des exigences relatives à l'anticipation des situations accidentelles (plan d'action post-Lubrizol). L'exploitant a bien intégré toutes ces nouvelles exigences sur le site de Feyzin, mais il doit à présent les appliquer au site de Viriat. L'organisation avec le prestataire retenu pour la gestion des prélèvements en cas d'évènement pourra être testée lors d'un prochain exercice de mise en situation d'urgence. L'inspection a également été l'occasion de faire le point sur différents sujets ne nécessitant pas de point de contrôle, tels que :

- les boues salées : la végétation reprend ses droits au niveau du bassin B6, tous les travaux sont terminés ;
- les problèmes de satellite évoqués dans le rapport annuel : des vannes 4G ont été mises en place afin de pallier ce problème ;
- leur retour d'expérience positif de l'exercice PPI du 10/12/2024 ;
- le renforcement de la sécurité du site en situation "urgence attentat".

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Liste des substances recherchées et milieux associés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/09/2024, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  « Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :  - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :  - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] »  Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.
<b>Constats :</b>  Le POI du site de Viriat ne contient pas la liste des substances recherchées dans les différents milieux en cas d'incendie important. Cependant l'exploitant explique que le travail a été fait sur le site de Feyzin, toutes les fiches réflexes apparaissent dans le POI dudit site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit adapter le POI au site de Viriat; il transmettra à l'inspection, sous 1 mois, le POI révisé du site intégrant la liste des substances recherchées en cas d'incendie. La stratégie de recherche de substances dans l'environnement suite à un évènement accidentel sera explicitée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 2 : Stratégie de prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :  - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan

<p>d'opération interne précise :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;</li> <li>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</li> </ul> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant explique qu'en raison de la mutation prochaine du titre de stockage souterrain vers Viretel SAS, une demande de changement d'exploitant du site ICPE est en cours, et la révision du POI a été mise en attente. Cependant le POI révisé du site de Feyzin intègre une stratégie de prélèvement ciblée en fonction de la substance recherchée. La liste des substances recherchées étant incluse dans celle du site de Feyzin, l'intégration des méthodes de prélèvement dans le POI de Viriat pourra être rapidement réalisée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection, sous 1 mois, le POI révisé du site de Viriat intégrant la stratégie de prélèvement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>

### N° 3 : Personnels compétents

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu POI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :</li> <li>[...]</li> <li>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</li> </ul>

<p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Total délègue la réalisation des prélèvements au bureau ATMO Aura qui couvre aussi le site de Viriat.</p> <p>L'exploitant a transféré par mail à l'inspection le contrat en question. Il mentionne, en annexe 1, les délais d'intervention du personnel. Celui-ci interviendra dans un délai d'une heure après réception du signal. Pour cela, ATMO Aura met en place un dispositif d'astreinte accessible par téléphone et courrier électronique permettant de prendre en compte les signaux et les demandes 24h/24 et 7j/7.</p> <p>ATMO Aura est une association de surveillance de la qualité de l'air sur la région Auvergne-Rhône-Alpes, agréée par arrêté du ministre chargé de l'environnement en date du 20 juin 2019.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant intégrera dans son POI du site de Viriat, sous 1 mois, les personnels compétents à la réalisation des premiers prélèvements environnementaux.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 4 : Liste des produits de décomposition

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Produits de décomposition</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'étude de dangers du site a été révisée en janvier 2022, et la prochaine mise à jour est attendue</p>

pour avril 2027.

La liste des produits de décomposition a été envoyée par courrier à l'inspection en date du 4 août 2025.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La liste des produits de décomposition sera intégrée dans la prochaine mise à jour de l'EDD.

**Type de suites proposées :** Sans suite